

CountrySide

European Landowners' Organization

N° 196

NOVEMBRE-DECEMBRE 2021 - BIMENSUEL- FR



**Biodiversité et culture de l'eau
24^e Assemblée générale des
« Friends of the Countryside »**

Tables des matières



Editorial

Thierry de l'ESCAILLE, Secrétaire général

- 3 Biodiversité et culture de l'eau
24^e Assemblée générale des
« Friends of the Countryside »

- 6 La coopération transatlantique :
la voie de la durabilité

- 8 Le Pacte vert peut-il tenir
ses promesses en matière
d'alimentation, de climat et de
biodiversité ?
Notre panel d'experts donne son
avis.

- 10 Principaux résultats de la COP26 et
ce qui doit être fait dans les mois
précédant la COP27

- 12 'Coup d'Pousse' et 'Connected
scales' remportent les grands prix
de la VIII édition du
« European Bee Award »

- 13 Kasteelhoeve Wange récompensé
par le prestigieux prix
« Baillet Latour pour l'environnement
2021 »

- 14 Le premier rassemblement YFCS
depuis 2019 - enfin réunis à nouveau !

- 15 Renforcer l'inclusion sociale par
l'agriculture sociale - conférence
finale virtuelle de FARCURA

Réunion de lancement du projet
SAFEGUARD - pour combler les
principales lacunes dans les connais-
sances sur l'état de conservation
des espèces.

- 16 Lobbyiste - Révélations sur le
Labyrinthe Européen

REFLOW : sondage

Nous attendons de la présidence française qu'elle libère le potentiel des terres.

Alors que nous arrivons à la fin de l'année 2021 et que nous nous tournons vers 2022 et 2023 et la présidence française, nous attendons d'elle qu'elle libère le potentiel des secteurs basés sur la gestion des terres pour un Pacte vert européen en l'appelant à un certain pragmatisme.

Le Pacte vert européen introduit un nouveau récit politique axé sur le climat, la durabilité et la biodiversité dans tous les domaines d'action, tout en restant fidèle au message de la stratégie de croissance. Les activités basées sur la gestion des terres peuvent faire la différence, principalement en contribuant à la bioéconomie et à l'économie circulaire et en atteignant la neutralité carbone d'ici 2050. Les sols agricoles et les forêts offrent de précieuses capacités de séquestration et de stockage du carbone, qui peuvent être encore améliorées par une gestion appropriée. Des politiques sont désormais conçues pour améliorer la qualité des sols et le recyclage des nutriments issus des déchets, ainsi que toutes les autres mesures visant à réduire les émissions des exploitations agricoles. Des initiatives et des idées telles que l'agriculture du carbone, l'agriculture pour la biodiversité, la conservation privée et les éco-schémas liés au climat ne sont que quelques-unes des idées qui méritent d'être développées. De même, il est intéressant de promouvoir différentes approches pour l'agriculture durable, de l'agriculture régénérative à l'agriculture biologique en utilisant des outils comme AgriLife. Il s'agit du tout premier processus de labellisation et du réseau paneuropéen visant à récompenser et à encourager les agriculteurs au centre de la biodiversité tout en favorisant une production de qualité grâce aux meilleures pratiques.

La Politique Agricole Commune reste un outil crucial pour soutenir ces initiatives, même si d'autres outils doivent être envisagés en parallèle, au-delà des subventions.

En matière de sylviculture, si nous voulons assurer la séquestration du carbone, son stockage dans les produits forestiers et renforcer l'effet de substitution pour remplacer les produits et l'énergie d'origine fossile, nous avons besoin de choix de gestion forestière qui ne soient pas moins rentables que les choix actuels, tout en étant considérablement plus stables et résistants aux changements environnementaux prévisibles. C'est un véritable défi, alors que l'attention se porte actuellement sur la conservation plutôt que sur la gestion durable des forêts, qui accélère les processus naturels pour fournir les services et les biens que la société apprécie.

Si nous sommes sérieux quant à l'urgence de pousser à une transformation systémique pour atteindre les objectifs fixés par l'accord de Paris sur le climat et le pacte de Glasgow, les Objectifs de développement durable et la Convention sur la diversité biologique, nous devons être tout aussi sérieux quant à son ampleur et aux outils disponibles pour y parvenir. L'ampleur des défis auxquels nous sommes confrontés est mondiale et doit donc être prise en compte dans le contexte mondial de manière à éviter les fuites et à assurer la transition vers un système de production durable - c'est la voie à suivre, et pas seulement à long terme. Même si 30 % du CFP doivent être consacrés aux objectifs climatiques, de nombreuses incertitudes subsistent quant à l'affectation des fonds.

Cette incertitude n'est pas pleinement prise en compte lors de la conception des diverses nouvelles stratégies qui découlent du Pacte vert de l'UE. Ce qui est certain, en revanche, c'est qu'un plus grand nombre d'initiatives seront financées à partir du même pot, avec des exigences accrues, mais avec peu de considération pour leur viabilité et leurs impacts cumulatifs. Par conséquent, il est plus important que jamais de se concentrer sur des solutions gagnant-gagnant, généralement ancrées dans la connaissance et l'innovation.

Nous ne doutons pas que le ministre Julien DENORMANDIE et son équipe soient déterminés à élaborer les solutions nécessaires.



Biodiversité et culture de l'eau

24e Assemblée générale des « Friends of the Countryside »

Selon les mots du président des Friends of the Countryside (FCS), Michael SALM ZU SALM, « Quelle joie ! » de se réunir enfin, après 2½ ans d'absence, pour la 24ème Assemblée Générale des FCS en octobre à Cordoue, en Espagne. L'AG des FCS est l'occasion pour les membres de se réunir en personne et d'échanger des idées et des pratiques sur les différents outils de la gestion agricole, cette fois-ci d'une perspective andalouse.

Sophy Smits van OYEN – MALTZOFF, FCS



Antonio MELGAREJO, Luis PLANAS, Nicolás de BARI MILLAN CRUZ, Thierry de L'ESCAILLE

La conférence, qui avait pour thème la biodiversité et la culture de l'eau, s'est ouverte sur une présentation de Emilio NAVARRO-MARTINEZ, membre du conseil d'administration des FCS, sur cette merveilleuse région de biodiversité naturelle, en soulignant également les problèmes récents causés par les catastrophes naturelles. Daniel CALLEJA CRESPO, Directeur général des services juridiques de la Commission Européenne, a présenté dans sa vidéo l'importance de la biodiversité et le rôle de l'eau. Le professeur José Luis GARCÍA RODRIGUEZ de l'Universidad Politécnica de Madrid a présenté le thème de la conservation de la forêt espagnole.

L'invité spécial de la conférence était Luis PLANAS, ministre espagnol de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation. M. PLANAS a fait l'éloge de la production et des exportations espagnoles et a admis que les objectifs de l'UE pour le Pacte vert sont ambitieux. Il a insisté sur le fait que trois éléments sont nécessaires : « le temps, l'argent et l'engagement » et que « le développement durable n'existe pas sans rentabilité ». Il a ensuite remercié l'Assemblée générale en déclarant que les forces doivent être unies pour atteindre les objectifs. Il s'est adressé aux membres en disant « Vous êtes la clé de notre avenir ».

Le prix Anders WALL est décerné à ceux qui ont apporté une contribution particulière à l'environnement rural au sein de l'UE. Le prix 2020 a été décerné pour la dernière fois par Åke BARKLUND et Caroline NORDENFALK BIELKE au lauréat Guts- und Forstbetrieb Wilfersdorf, pour la gestion du domaine du Prince de Liechtenstein en Autriche. Leur objectif est de préserver le patrimoine naturel et culturel de la région. La durabilité est l'un des principes de base de la fondation et le succès économique doit être en harmonie avec les objectifs écologiques et sociaux.

L'Assemblée Générale a commencé par un moment de silence pour les membres décédés avec une mention spéciale pour le fondateur de l'association, Johan NORDENFALK. Les 19 nouveaux membres ont été approuvés et accueillis ainsi que les trois nouveaux membres du conseil d'administration : Caroline NORDENFALK BIELKE représentant les membres en Suède, Ilonka JANKOVICH pour la Hongrie et Galina PEYCHEVA-MITEVA pour la Bulgarie. Des remerciements ont été adressés à Jack HANBURY TENISON et Ross MURRAY pour le voyage d'étude au Pays de Galles qui sera suivi d'un autre l'année prochaine en Irlande. Les nouveaux sites web mis à jour

des FCS et de « Welcoming Estates » ont été également présentés.

Le Secrétaire général, Thierry DE L'ESCAILLE, a ensuite présenté le travail d'ELO dans un monde postpandémique de changement climatique, du Pacte vert et de plafonnement des paiements de la PAC. Il a souligné le besoin d'avoir des objectifs réalistes de la part de l'UE et a présenté ensuite les nombreux projets dans lesquels ELO est impliqué. Alain SCRIBAN a présenté le projet AgriLife qui doit être officiellement lancé en décembre et qui reconnaîtra et récompensera les agriculteurs pour leur travail en outre pour la protection de la biodiversité.



La journée s'est achevée par un inoubliable dîner de gala sous les étoiles dans les jardins de l'Alcázar de los Reyes Católicos, où trois labels « Wildlife Estates » ont été décernés à la famille NAVARRO et où le prix « Young Friends FAMIGRO » a été remis grâce au parrain Karl GROTFELD, membre du conseil d'administration des FCS.

Visites d'exploitations agricoles et des exemples de gestion des terres

Le lendemain, les membres ont visité plusieurs fermes et domaines de la région afin de se rendre compte par eux-mêmes des différents concepts de gestion des terres et de l'eau. Il s'agissait notamment de la production du coton, des olives et d'amandes destinées à l'exportation dans les domaines de Dafisa et Rivera, de la production de vin biologique à Bodegas Alvear, de l'irrigation des agrumes grâce à d'énormes réservoirs d'eau au domaine de San Javier et du chênelière à El Asiento. Les membres ont également visité le domaine El Guijarrillo où sont élevés des chevaux espagnols de pure race et le domaine El Rincon Bajo où est produit le jambon ibérique.

exclusif de 4 jours. Les membres étaient ravis de se retrouver enfin et prêts à découvrir l'histoire, la culture et l'architecture fascinantes de Séville, suivies de visites de divers domaines privés. Les visites culturelles à Séville comprenaient le Palacio Arzobispal, résidence des évêques depuis la Reconquista de 1251, le palais royal Real Alcázar avec son extraordinaire mélange d'architecture mudéjar et chrétienne et la cathédrale Sainte-Marie du XVIe siècle, la plus grande de l'époque avec son clocher, la Giralda, qui servait à l'origine de minaret.

Le troisième jour, les FCS se sont rendus à Jerez de la Frontera pour découvrir des domaines et des installations de production. La première étape a été la Fuente Rey, où sont élevés les prestigieux taureaux Bohórquez destinés à la tauromachie et les chevaux de pure race. Fermín BOHÓRQUEZ DOMEQ, ex-rejoneador (torero à cheval), a organisé un spectacle passionnant où le taureau, le cheval et le cavalier forment une danse d'une puissance et d'un savoir-faire extraordinaires. À l'Hacienda la Peñuela, également propriété de Fermín, la récolte intensive d'huile d'olive battait son plein, avec des machines impressionnantes qui secouaient et ramassaient les olives en un temps et une quantité record.

Des visites ont bien sûr été effectuées pour visiter et déguster (!) Jerez à Bodegas Fundador, élu meilleur sherry du monde en 2019 et à Bodegas Tradición où la propriétaire Helena RIVERO a également guidé les membres pour admirer l'impressionnante collection d'art du XVe au XIXe siècle. Les membres sont ensuite partis à Las Lomas pour assister à l'impressionnante gestion

des cultures biologiques dans le respect total de l'environnement et découvrir l'histoire du domaine.

Le soir, les amis ont été accueillis chaleureusement d'abord au Palacio de los Marqueses de Salinas par le propriétaire Bruno SALINAS, puis au Palacio Bailen où le propriétaire français Pierre MOINET s'est joint à eux. A Jerez de la Frontera, Marta RODRIQUEZ VERA nous a accueillis au Palacio Domecq, demeure de la famille Domecq depuis 1885. Les soirées chaudes ont permis aux membres de s'asseoir dans la cour ouverte et de profiter des dîners exquis. Nous remercions tous les hôtes pour leur aimable hospitalité et pour les visites de leurs salles privées et de leurs collections d'art.

Les FCS se réuniront à nouveau pour la **25e Assemblée générale du Jubilé l'année prochaine à Evora, au Portugal, du 9 au 12 juin**. Un post-tour aura lieu ensuite aux Açores. Pour toute information complémentaire, n'hésitez pas à contacter Jehanne de DORLODOT-VERHAEGEN au coordinacion@elo.org

Pour plus d'informations, veuillez consulter les sites :

www.friendsofthecountryside.org et www.welcomingstateswebsite.com

Prétour en Andalousie

Avant l'Assemblée générale, plus de 40 membres sont arrivés à Séville à l'hôtel Casas de la Juderia, un véritable labyrinthe de 27 maisons traditionnelles, pour un prétour



Le président des FCS Michael ZU SALM SALM, le secrétaire général Thierry DE L'ESCAILLE et tous les membres des FCS expriment leurs remerciements particuliers aux membres espagnols du Conseil d'administration Antonio et Mary MELGAREJO, Emilio et Mariela NAVARRO-MARTÍNEZ et Iván et Isabel DE ARTEAGA DEL ALCÁZAR ainsi que Eloy et Ana MARTINEZ SAGRERA, Francisco RUIZ DE LA TORRE, Gabriel et Jasna-Góra LODARES, Carlos OTERO, Claudia et Marta NAVARRO et également à tous les hôtes pour leur grand soutien dans la préparation de cette Assemblée Générale exceptionnelle.

IL EST TEMPS DE **CHANGER**

JOHN DEERE 8RX



AUGMENTATION DU BÉNÉFICE NET DE 48 €/HA !¹

1-CLICK-GO[®]
AUTOSETUP

PLUS DE RENDEMENT GRÂCE À LA PROTECTION DU SOL

Quand un tracteur 8RX travaille sur votre exploitation, votre entreprise part déjà avec un net avantage. Les récents tests menés par Michelin, l'Université des sciences appliquées de Berne et l'institut Agro-Transfert s'accordent à dire que le tracteur 8RX assure un meilleur rendement grâce à sa protection du sol et augmente la productivité grâce à un patinage réduit. Combinez ces avantages avec les fonctionnalités d'agriculture de précision du 8RX tels que 1-Click-Go-AutoSetup et donnez un coup de fouet à votre chiffre d'affaires.



JOHN DEERE

NOTHING RUNS LIKE A DEERE



Thierry de l'ESCAILLE, Janusz WOJCIECHOWSKI, Tom VILSACK, Paolo DE CASTRO, João PACHECO, Mark TITTERINGTON



La coopération transatlantique : la voie de la durabilité

La collaboration et l'innovation sont essentielles : tel est le point de vue de notre groupe d'experts sur la manière dont les États-Unis et l'Union Européenne peuvent lutter contre le changement climatique en rendant l'agriculture plus durable tout en fournissant suffisamment de nourriture à une population croissante. C'était le thème de l'événement du « Forum for the Future of Agriculture » à Bruxelles, où le panel a débattu du nouvel accord de coopération transatlantique entre les États-Unis et l'UE, lancé le 3 novembre. Le nouvel accord a suscité de nombreuses questions. Comment les États-Unis et l'Europe le voient-ils ? Comment peut-il fonctionner dans la pratique ? Qu'en est-il des barrières commerciales et des importations ? Et pourquoi est-ce le bon moment ?

Résumé par Liz WILSON

6

Le dialogue est nécessaire

Le changement climatique est le principal problème auquel est confrontée l'agriculture. Un dialogue transatlantique est plus que jamais nécessaire pour permettre aux États-Unis et à l'Union Européenne d'œuvrer en faveur d'une agriculture respectueuse du climat. Mark TITTERINGTON, notre modérateur, a ouvert le débat en déclarant : « *Un tel dialogue peut contribuer à orienter l'agenda sur l'agriculture, permettre à l'agriculture de relever les défis auxquels elle est confrontée en ce qui concerne la rentabilité des exploitations, la productivité, une plus grande résilience, la durabilité et en particulier l'environnement, et permettre à l'agriculture de répondre à certains des défis du changement climatique et de les atténuer.* »

Joao PACHECO, associé principal à Farm Europe, a souligné : « *Les États-Unis et l'UE s'accordent à dire qu'il est urgent d'atténuer le changement climatique et de s'adapter à ses conséquences.* »

Objectifs et défis communs

La nouvelle coopération repose sur le fait que les États-Unis et l'Union Européenne ont des objectifs communs en matière d'agriculture et de climat. Ils peuvent emprunter des chemins différents pour les atteindre, a déclaré Tom VILSACK, Secrétaire américain à l'agriculture, et la nouvelle plateforme est un lieu d'échange de connaissances et d'informations et de promotion de la compréhension et de la confiance mutuelles sur ce chemin. Les États-Unis s'engagent à développer et à déployer de nouvelles technologies, de nouvelles pratiques et de nouvelles méthodes dans la production agricole : « *les États-Unis soutiennent l'importance de la prise de décision fondée sur la science et les données... nous devons également nous prémunir contre les barrières et les restrictions commerciales qui ne sont pas fondées sur la science.* »

Les deux continents ont de nombreux défis et opportunités en commun, a déclaré le Commissaire européen à l'agriculture Janusz WOJCIECHOWSKI, il est donc vital de parta-

ger les connaissances et les solutions. Parmi ces points communs figurent la taille des exploitations agricoles, le manque de connectivité numérique dans les zones rurales et le défi que représente la mise en place d'une chaîne alimentaire plus résiliente après que la pandémie a exposé la vulnérabilité des systèmes alimentaires sur les deux continents. L'Europe tirera des leçons essentielles de sa transition vers une production alimentaire plus verte dans le cadre de la stratégie «De la ferme à la fourchette», et il est important de partager ces connaissances avec les États-Unis de manière plus fluide qu'auparavant, a déclaré M. WOJCIECHOWSKI. « *En tant que deux des plus grands producteurs, importateurs et exportateurs de produits agroalimentaires au monde, les États-Unis et l'UE sont en position de force pour mener ce changement.* »

Le bon moment ?

Mais pourquoi est-ce le bon moment pour cette collaboration ? Et quels signaux nos

panélistes espèrent-ils que la coopération transatlantique enverra ? Les États-Unis et l'Union Européenne ont la responsabilité de relever le défi climatique et celui de nourrir une population mondiale en constante augmentation, et ce de manière durable, a déclaré M. VILSACK. Et M. WOJCIECHOWSKI d'ajouter : « *Comme dans la chanson, demain sera trop tard* ». Selon lui, en une décennie, l'Europe a perdu quatre millions d'agriculteurs familiaux parce qu'ils ne pouvaient tout simplement pas être compétitifs dans une culture de production agricole intensive. Les décideurs politiques doivent donner aux familles d'agriculteurs la possibilité de développer des fermes axées sur les données et une agriculture durable telle que la production biologique - le tout sans réduire la production alimentaire.

L'agriculture - partie de la solution ?

Le panel s'est penché sur la question fondamentale de savoir si l'agriculture est le problème, ou si elle peut et doit faire partie de la solution au changement climatique. M. VILSACK a été clair : l'agriculture peut obtenir des gains rapides. « *L'essentiel est de pouvoir mesurer et quantifier les résultats que nous obtenons grâce à des pratiques agricoles intelligentes sur le plan climatique, puis de pouvoir traduire ces résultats en une sorte d'opportunité de marché pour les agriculteurs qui crée une incitation financière* », a-t-il déclaré. M. WOJCIECHOWSKI a mis l'accent sur le stockage du carbone dans les sols agricoles, affirmant qu'il était essentiel d'aider les agriculteurs à introduire des données issues de pratiques agricoles durables. Il a également déclaré que les chaînes d'approvisionnement courtes sont essentielles

à la contribution de l'agriculture sur le climat. La question essentielle n'est pas de savoir quels sont les objectifs, mais comment l'agriculture des deux continents peut y parvenir grâce à l'innovation. C'est l'avis de Paolo DE CASTRO, membre du Parlement européen ; membre des commissions de l'agriculture et du commerce international. Il faut consacrer plus de temps et d'argent à l'étude des nouvelles technologies, telles que l'édition de gènes pour améliorer la sélection des plantes, a-t-il déclaré.

Point de vue des agriculteurs américains

Les agriculteurs et les éleveurs américains souhaitent-ils et peuvent-ils adopter le programme de développement durable ?

Avec un «oui» catégorique, M. VILSACK a déclaré qu'il s'attendait à voir « *une action très significative* » de la part de l'agriculture américaine, notamment des agriculteurs et des éleveurs. « *Il y a eu un changement radical dans la communauté agricole américaine, au point que les agriculteurs et le système alimentaire se sont regroupés au sein d'une alliance pour promouvoir la nécessité de s'engager à grande échelle dans des projets de démonstration et des projets pilotes afin d'en apprendre davantage sur le fonctionnement exact de l'agriculture intelligente face au climat et de quantifier et mesurer ses résultats* », a-t-il poursuivi.

Les sujets difficiles

Dans le passé, la collaboration entre les États-Unis et l'UE n'a pas toujours été sans heurts, a déclaré M. TITTERINGTON. Comment l'accord de coopération permettrait-il

de progresser sur des sujets tels que le commerce ou la R&D ? M. WOJCIECHOWSKI a estimé que l'existence d'une plate-forme contribuerait en fait à éviter des difficultés comme par le passé, par exemple sur les droits de douane. Et M. VILSACK a déclaré que la plateforme permettra d'innombrables façons d'échanger des connaissances de manière significative. Il a mis en avant une technologie de capteurs qui permet aux agriculteurs d'identifier les zones de culture qui n'ont pas besoin d'engrais, et a demandé : « *Y a-t-il une possibilité de travailler en collaboration pour rendre ce type de technologie de capteurs disponible et abordable pour les agriculteurs à travers l'Europe et les États-Unis ?* »

Lait et bétail sans méthane ?

La perspective d'un élevage sans émissions massives de méthane a été évoquée par M. VILSACK. Selon lui, la réduction significative des émissions de méthane liées à l'élevage est une meilleure option pour le monde que la réduction de la production. La technologie pourrait offrir des moyens de réduire et de réutiliser le méthane - par exemple, des additifs alimentaires permettant de réduire la quantité de méthane produite par la vache, et la possibilité de capturer le méthane pour le convertir en carburant. Aux États-Unis, les producteurs laitiers sont convaincus qu'avec le bon type de technologie, ils peuvent atteindre le niveau «net zéro» en quelques années», a-t-il déclaré.

Comment impliquer les consommateurs ?

L'éducation des consommateurs a été soulignée par M. DE CASTRO : « *Le problème est d'essayer d'expliquer à nos consommateurs, à notre opinion publique que nous avons besoin de plus de science... de bonnes technologies, d'innovations* ». Il s'est montré optimiste quant à l'acceptation de la technologie, affirmant qu'en raison de la pandémie, les gens sont devenus plus conscients de la science. Les agriculteurs ont également la responsabilité d'éduquer, et cela doit commencer par les jeunes, a déclaré M. VILSACK.

En clôturant l'événement, Thierry de l'ES-CAILLE, Secrétaire général d'ELO, a déclaré que des objectifs communs et ambitieux sur nécessiteront un échange constant de connaissances et d'informations, ainsi que des normes communes. « *En définissant les objectifs et l'intention communs... nous faisons peut-être le pas le plus important.* »

Vous avez apprécié cet avant-goût de la discussion ? Alors regardez l'événement complet sur notre site web www.forumforagriculture.com





Rose O'DONOVAN, Erik MATHIJS, Tassos HANIOTS, Sébastien TREYER, Nathalie CHAZE, à l'écran Dik KRUIJTHOFF

Le Pacte vert peut-il tenir ses promesses en matière d'alimentation, de climat et de biodiversité ?

Notre panel d'experts donne son avis.



Résumé par Liz WILSON

Notre table ronde du « Forum for the Future of Agriculture » qui s'est tenue le 23 novembre a abordé la question épineuse de savoir si les stratégies européennes du « Green

Deal » et de la stratégie « Farm to Fork » sont sur la bonne voie pour répondre aux besoins complexes et interconnectés de l'alimentation, du climat et de la biodiversité.

l'accent est plutôt mis sur les intrants, l'utilisation de pesticides et d'engrais, et une méthode de production spécifique, l'agriculture biologique », a-t-il déclaré.

Modéré par Rose O'DONOVAN, Rédactrice en chef d'AGRA FACTS, l'événement était à la fois animé et opportun, le jour du vote du Parlement Européen pour approuver la réforme de la Politique Agricole Commune proposée par la Commission Européenne.

Le Professeur MATHIJS a abordé un large éventail de questions susceptibles d'avoir un impact sur les objectifs - du manque de données aux compromis qui doivent être faits - il a conclu : « *Les stratégies du Pacte vert représentent effectivement un possible changement de paradigme et une approche intégrée qui reconnaît que, pour qu'un changement se produise, l'ensemble du système est nécessaire, y compris la consommation et le commerce. Mais cette approche n'est pas bien reflétée dans les objectifs choisis, ni peut-être même dans les actions proposées, en particulier dans le domaine de la consommation et du commerce.* » Il a exhorté les participants à lire le document de réflexion à venir, issu des sessions participatives avec 44 parties prenantes - « *un effort considérable pour saisir toute la complexité du système alimentaire* ».

Les objectifs peuvent-ils créer un changement de paradigme ?

Les cibles et les objectifs du Pacte vert et « De la ferme à la fourchette » sont-ils les bonnes cibles et les bons objectifs ? Et représentent-ils l'approche intégrée nécessaire pour provoquer un changement de paradigme ? Telles étaient les questions abordées par le Professeur Erik MATHIJS, de la KU Leuven, dans son discours d'ouverture, alors qu'il réfléchissait aux 18 premiers mois de la stratégie « De la ferme à la fourchette ».

« Ce qui est important c'est la direction du changement »

Le Professeur MATHIJS a parlé des « BHAGs », ou « big, hairy, audacious goals » (fr. des grands objectifs audacieux). Mais une critique majeure de la Politique Agricole Commune, des stratégies « De la ferme à la fourchette » et en matière de biodiversité d'ici 2030 est qu'elles ne tiennent pas suffisamment compte des résultats, a-t-il déclaré. Les objectifs ne concernent « *ni les gaz à effet de serre, ni les effets sur la santé humaine, ni les répercussions sur la biodiversité de l'utilisation de pesticides ou de l'accès à l'azote...*

Les objectifs ambitieux ne sont pas un problème : tel était le point de vue de Tassos HANIOTS, Directeur et Directeur général adjoint par intérim de la DG AGRI de la Commission Européenne. La stratégie « De la ferme à la fourchette » « *place la barre très haut, dans de nombreux domaines où vous pouvez soulever des préoccupations et des*

AGRILAND
Exploitant et/ou coordinateur
d'exploitations agricoles

Belgique
support@agriland.be
© +32 (0)10 23 29 00

France
damien.deriberolles@agrilandfrance.fr
© +33 (0)6 50 98 17 13

www.agriland.be

questions valables. *Ce qui est important n'est pas tant la vitesse initiale du changement que la direction de ce changement* », a-t-il déclaré. « *Si vous commencez sur un chemin sur lequel vous ne pouvez pas revenir en arrière, l'accélération du changement viendra.* » M. HANIOTIS a souligné les limites des études et des scénarios récents qui sous-tendent les objectifs et les buts. Bien qu'ils soient basés sur des informations existantes, il manque toujours une partie du tableau. Il a déclaré qu'il a été particulièrement difficile de comprendre ce qui se passe avec le comportement des consommateurs, et qu'il s'agit de prendre les informations disponibles et de faire certaines hypothèses.

« On ne peut pas négocier avec la science »

Revenant sur les objectifs, Sébastien TREYER, Directeur de l'IDDRI-Institut du développement durable et des relations internationales, a souligné qu'ils sont fixés par la science, et se fondent sur ce qui est nécessaire en matière de climat et de biodiversité pour garantir un espace de fonctionnement sûr pour l'humanité. « *Vous ne pouvez pas vraiment négocier avec la science* », a-t-il commenté. Mais ce que l'on peut négocier, c'est le calendrier et les moyens d'atteindre ces objectifs. Dans le cadre du calendrier fixé, il estime que 2030 serait le bon moment pour évaluer si les objectifs et les actions ont déclenché les changements structurels nécessaires pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Certains de ces changements structurels seront « lourds », comme le fait que certains secteurs devront réduire les volumes et rechercher la croissance en valeur plutôt qu'en volume. Il a donné des exemples de la manière dont ce problème a été abordé en France, mais a également mentionné le manque de données, notamment sur les emplois, les revenus et les processus économiques dans l'industrie de transformation.

Qui porte le fardeau du changement ?

En ce qui concerne les acteurs du changement, Nathalie CHAZE a déclaré que la charge du changement ne repose pas uniquement sur les agriculteurs. Mme CHAZE, Directrice, Durabilité alimentaire, Relations internationales, Direction générale de la santé et de la sécurité alimentaire, Commission Européenne, a souligné : « *Le succès du défi dépend vraiment du défi à chaque étape de la chaîne alimentaire* ». Elle a noté que la stratégie « De la ferme à la fourchette » met beaucoup l'accent sur le changement de la demande - et cela peut être fait « *parce que nous savons que les consommateurs veulent contribuer à la transition* ». L'objectif principal est d'inciter les consommateurs à adopter un régime alimentaire durable. Un certain nombre d'initiatives sont en cours, comme les profils nutritionnels, l'indication d'origine obligatoire et l'étiquetage. Ce sont les détaillants, les fabricants et les commerçants qui exercent la plus forte influence sur les consommateurs, et l'Union Européenne va également les inciter à agir, a-t-elle ajouté. Le succès dépend d'une combinaison d'activités réglementaires volontaires aux niveaux européen, national et local, car la réglementation seule ne peut pas changer les comportements et les habitudes, et « *nous voulons vraiment signaler qu'il s'agit d'une responsabilité partagée* ».

Vue d'une ferme durable

Au milieu des discussions des experts politiques, un changement de rythme a permis à nos invités d'avoir une vue en temps réel de la ferme.

Novifarm, aux Pays-Bas, est un partenariat d'agriculteurs cultivant 800 hectares. Les pratiques d'agriculture durable sont utilisées pour cultiver d'importantes cultures d'exportation comme les pommes de terre pour le marché des frites et les oignons, ainsi que le blé et l'orge d'hiver. Dik KRUIJTHOFF, Président du conseil de surveillance de CZVA, s'est joint à nous par visioconférence en direct pour montrer comment la durabilité fonctionne sur le terrain. Novifarm a été l'un des premiers à adopter l'agriculture de précision, dès 2010. Et son efficacité est

avérée : après près de 12 ans d'agriculture de précision, associée à des pratiques telles que la rotation durable des cultures, l'exploitation est parvenue à réduire de 10 % l'utilisation d'engrais. M. KRUIJTHOFF a également exprimé l'une des nombreuses préoccupations des agriculteurs européens. Quel sera l'impact des objectifs de réduction des pesticides ? L'augmentation des coûts signifiera-t-elle que les agriculteurs américains peuvent cultiver des pommes de terre plus efficacement et ainsi prendre une plus grande part du marché ?

La voie à suivre

Pour clôturer l'événement, les participants ont eu un aperçu de la façon dont l'Allemagne envisage l'avenir. Peter STROHSCHNEIDER, Président de la Commission allemande pour l'avenir de l'agriculture, a présenté les engagements de l'Allemagne, exposés dans leur récent rapport. La conclusion : il est possible d'équilibrer des intérêts divergents de manière raisonnable et équitable, même dans des domaines particulièrement difficiles. L'objectif est de viser une écologisation du système agroalimentaire basée sur le marché - mais il est essentiel de rendre les risques de la transformation gérables, de fournir des certitudes en matière de planification et d'accroître l'acceptation de la transformation par les agriculteurs, a-t-il déclaré. Les pratiques écologiquement responsables doivent être économiquement attrayantes et réussir sur le plan économique. Et même si les mesures envisagées dépassent les finances publiques actuellement disponibles, la transformation coûterait beaucoup moins cher que le maintien du statu quo.

Vous avez apprécié cet avant-goût de la discussion ? Alors regardez l'événement complet sur notre site web www.forumforagriculture.com



Principaux résultats de la COP26 et ce qui doit être fait dans les mois précédant la COP27

La COP26 s'est tenue à Glasgow du 31 octobre au 13 novembre 2021, et a bénéficié de la plus grande couverture médiatique de toutes les COP jusqu'à présent, y compris la COP21 à Paris en 2015. Nous résumons ici la situation actuelle en matière de politique climatique, exposons les principaux résultats de la COP26 et examinons ce qui doit être fait dans les mois qui précèdent la COP27, qui aura lieu à l'automne 2022 à Sharm El-Sheikh.

par Michael SAYER qui a participé à la COP26 au nom d'ELO

Résumé de la situation actuelle

Compte tenu des engagements déterminés au niveau national (CDN) pris avant ou lors de la COP26, la Terre est toujours en passe de subir un réchauffement estimé à 2,4 degrés par rapport aux niveaux préindustriels, alors que l'objectif de Paris est de 1,5 degré. Un réchauffement de 1,1 degré s'est déjà produit.

Les CDN sont principalement déficients dans leurs objectifs à court terme. Pour limiter le réchauffement à 1,5 degré, il faudrait réduire de 45 % les niveaux d'émissions de 2010 d'ici à 2030, soit l'équivalent de deux années d'émissions annuelles actuelles. Il est désormais largement admis qu'il sera nécessaire d'avancer le zéro net de 2050 à 2040.

Dates cibles nationales pour atteindre le Zéro carbone

La plupart des pays ont adopté la date de 2050 pour atteindre l'objectif «zéro carbone», mais 58 d'entre eux doivent encore fixer une date. Quelques petits pays asiatiques et africains sont actuellement à zéro carbone. Certains pays ont fixé une date cible antérieure à 2050 : Bangladesh (2030), Maldives (2030), Finlande (2035), Antigua et Autriche (2040), Islande (2040), Allemagne (2045), Népal (2045), Suède (2045). Toutefois, le Brésil, la Chine, l'Indonésie, le Nigeria, la Russie, l'Arabie saoudite, le Sri Lanka et l'Ukraine n'ont fixé qu'un objectif de 2060, et l'Inde (comme d'habitude hors du lot) un objectif de 2070 (mais avec la moitié de l'électricité fournie par les énergies renouvelables d'ici 2030 et une réduction de 45 % de l'intensité de carbone).

Pacte climatique de Glasgow

Révision des CDN

Les parties à la CCNUCC ont été invitées à présenter des CDN nouveaux ou actualisés, en réexaminant et en renforçant leurs objectifs pour 2030 afin de les aligner sur l'accord de Paris, lors de la COP27 qui se tiendra à Sharm El-Sheikh en 2022. Ils sont spécifiquement invités à prendre des mesures supplémentaires pour réduire d'ici 2030 les

gaz autres que le carbone, notamment le méthane. À partir de la COP27, des tables rondes ministérielles annuelles de haut niveau seront également organisées sur les ambitions pour la période pré-2030.

Abandon progressif du charbon

L'article 36 invite les parties à passer à des systèmes à faible consommation d'énergie et à développer l'énergie propre et l'efficacité énergétique, notamment en « accélérant les efforts en vue de la réduction progressive de la production d'électricité à partir du charbon et de la suppression des subventions inefficaces aux combustibles fossiles ». Le projet prévoyait la suppression progressive de l'énergie produite à partir du charbon jusqu'à ce que l'Inde et la Chine interviennent à la dernière minute, ce qui a été vivement critiqué. Aveuglé et épuisé, le président a cédé et accepté la «réduction progressive».

État du financement

Seuls 80 % des 100 milliards de dollars de financement annuel convenus par les pays développés pour l'atténuation et le développement durable des pays en développement lors de la COP15 à Copenhague en 2009 avaient été réalisés à l'ouverture de la COP26 (l'objectif était fixé à 2020). Avec la contribution du Japon, qui pourrait atteindre 10 milliards de dollars sur cinq ans, ce chiffre pourrait être atteint en 2022, mais pas avant 2023.

Le Pacte a également souligné la nécessité de financer l'adaptation et a exhorté les pays développés à doubler collectivement leur financement pour le Fonds d'adaptation d'ici 2025 (sur la base du niveau de 2019).

Des progrès ont été réalisés en ce qui concerne les pertes et dommages dans les pays en développement et l'Écosse et la Wallonie ont fourni des fonds dédiés.

Àchèvement des règles d'application de l'accord de Paris

Bien que cela ait été convenu, l'absence d'une limite supérieure pour l'échange de crédits compensatoires est un sujet de préoccupation. Toutefois, 2 % des crédits émis

chaque année seront automatiquement annulés.

Engagements multilatéraux ne faisant pas partie du Pacte de Glasgow

Dans de nombreux cas, ces engagements vont au-delà des engagements nationaux actuels et une analyse publiée par l'AIE a calculé que, s'ils étaient mis en œuvre, ils pourraient réduire le réchauffement à 1,8 degré.

Engagement en matière de déforestation

Quelque 110 pays se sont engagés à mettre fin à la déforestation d'ici à 2030 (dont l'UE, le Royaume-Uni, les États-Unis, le Brésil, le Canada, la Chine, l'Indonésie et l'Australie, mais pas l'Inde).

Engagement sur le méthane

Plus de 100 pays se sont engagés à réduire les émissions de méthane de 30 % d'ici à 2030 (notamment l'UE, le Royaume-Uni, les États-Unis, le Brésil, le Canada, le Japon, le Mexique, la Nouvelle-Zélande et l'Ukraine, mais pas la Chine, l'Inde ni la Russie). Actuellement, environ 30 % des émissions de méthane proviennent du bétail, 25 % du secteur pétrolier et gazier, et 15 % des décharges. On pense que les deux dernières sources pourraient être réduites de 75 et 80 % respectivement, bien qu'il y ait une grande incertitude en ce qui concerne les mesures de gestion du bétail.

Jusqu'à présent, environ 0,5 degré de réchauffement est attribué au méthane, et sa durée de vie dans l'atmosphère de 11,8 ans ainsi que son potentiel de réchauffement global élevé par rapport au CO2 en font une cible intéressante.

Arrêter le charbon

Une quarantaine de pays (dont l'Allemagne, la Belgique, le Canada, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, la Hongrie, l'Indonésie, l'Italie, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, le Royaume-Uni et la Slovaquie) ont signé une promesse d'abandon du charbon. John KERRY a ensuite déclaré que les États-Unis mettraient fin à l'utilisation du charbon d'ici 2030.



© European Union, 2021

À titre d'exemple concret, un accord a été conclu pour que l'Afrique du Sud reçoive 8,5 milliards de dollars de l'UE, du Royaume-Uni et des États-Unis pour mettre fin à l'utilisation du charbon.

L'engagement a également été pris de ne plus aider l'utilisation des combustibles fossiles dans d'autres pays.

Une déclaration sur les voitures et camionnettes à émission zéro carbone a été signée par un nombre restreint de pays, 45 villes et provinces et 11 constructeurs, dont BYD (Chine), Ford, General Motors, Mercedes, Jaguar Land Rover, Mercedes Benz et Volvo, mais pas Volkswagen, BMW ni Toyota.

Il y a eu un accord inattendu entre les États-Unis et la Chine pour travailler ensemble, notamment sur le méthane.

Il existe aussi une coalition «High Ambition» pour réviser les NDC pour 2022.

Que faire maintenant ?

Les négociations de Sharm El-Sheikh doivent intégrer les nouveaux engagements pris à Glasgow dans les CDN révisés, et relever les ambitions de l'équivalent de 0,3 degré supplémentaire. Le paquet de financement de 1000 milliards de dollars doit être complété, avec des fonds supplémentaires pour l'adaptation. En particulier, il semblerait évident, et essentiel, de racheter l'industrie indienne du charbon dans le cadre d'un accord similaire à celui conclu avec l'Afrique du Sud.

Néanmoins, il est difficile d'éviter une analogie avec l'Europe dans les années précédant 1914. Si rien n'est fait, la Terre est engagée sur la voie d'un changement climatique dangereux. 'Build Back Better' doit suivre la loi sur les infrastructures. Il est fondamental de donner à la société civile les moyens

d'agir face à des gouvernements pervers. Le Prince de Galles et Barack OBAMA l'ont tous deux soulignés, de manière plutôt indirecte.

Atténuation par l'agriculture, la sylviculture et la gestion des terres

Méthane et bétail

Les émissions d'oxyde nitreux et de méthane provenant de l'agriculture de l'UE et du Royaume-Uni ont atteint un plateau il y a dix ans. Jusqu'à présent, les mesures recommandées se sont concentrées, par exemple, sur l'alimentation et la gestion du fumier. Toutefois, le cycle du méthane est moins facile à appréhender que le cycle du carbone, et l'efficacité de ces mesures est très incertaine. L'évaluation mondiale du méthane (PNUE, 2021) a estimé que leur capacité à réduire les émissions annuelles se situait entre 4 et 42 Mt CH₄.

Étant donné que, sur la base d'un potentiel de réchauffement global sur 20 ans, 74 % de ces émissions exprimées en équivalent CO₂ proviennent du méthane (les émissions du bétail représentant 54 %), il est difficile de voir comment l'agriculture européenne pourrait réduire de manière significative ses émissions sans une réduction du nombre de bovins, ou pourquoi l'agriculture devrait continuer à bénéficier d'un avantage gratuit. Bien que cela ne soit pas spécifié dans l'engagement sur le méthane, il est clair que ce débat doit maintenant être ouvert, et ELO doit explorer les implications politiques du soutien d'une transition vers un nombre plus faible de bovins en accord avec les pâturages permanents.

Sylviculture et récolte

ELO est déjà au courant des voix qui s'opposent à la récolte du bois. Cette question trouve son origine dans les pays en voie

de développement, où, bien que les forêts abattues puissent se régénérer, la vitesse de croissance ne peut compenser qu'à long terme les pertes dues à la récolte.

En ne comptabilisant pas la récolte mais seulement la déforestation, le système comptable actuel suppose un système de gestion robuste et durable des forêts, similaire au système d'inventaire forestier pratiqué depuis longtemps en Europe centrale et du Nord. Dans de nombreux pays, cela n'existe pas, et ELO doit plaider pour la normalisation des inventaires forestiers là où le bois est récolté.

Marchés de la séquestration

Les marchés du piégeage dépendent de l'additionnalité, de la mesure et de la permanence (vérification). Cela est possible, principalement pour le boisement postérieur à 1990, pour le bois dans la biomasse ligneuse, lorsqu'il existe un inventaire forestier, mais c'est plus problématique avec le carbone du sol. Nous devons être conscients que les mesures visant à augmenter la séquestration dans le sol sont plus susceptibles de convenir à un soutien public qu'à un soutien du marché.

L'UE a promis un indicateur carbone (attendue pour la fin 2022).

Conclusions

Alors que la politique climatique passe du nettoyage du secteur de l'énergie au mode systémique, à l'échelle de l'économie, les défis, tant pour l'atténuation que pour l'adaptation, n'ont jamais été aussi grands. Le climat a atteint un point de basculement et la décennie actuelle devrait s'avérer décisive. L'année à venir sera particulièrement critique si les décideurs politiques veulent relever ces défis à temps.

'Coup d'Pousse' et 'Connected scales' remportent les grands prix de la VIII édition du « European Bee Award ».



Lors d'une cérémonie organisée par le **député européen Franc BOGOVIĆ à Bruxelles le 7 décembre**, la VIII édition du « European Bee Award » (fr. *Prix européen de l'abeille*) reconnaît le grand engagement des organisations privées et publiques, ainsi que l'implication de la communauté des chercheurs, pour améliorer le bien-être des pollinisateurs et soutenir les pratiques agricoles favorables aux abeilles en Europe.

L'édition 2021 a reçu 28 candidatures provenant de 12 pays européens différents. ELO et le CEMA ont été ravis de remettre les prix aux lauréats de cette année :

- **Catégorie «Pratiques de gestion foncière»** : le lauréat est **«Coup d'Pousse»**, un projet du **Réseau Biodiversité pour les Abeilles**. Avec l'action participative de parrainage de champs mellifères, les agriculteurs peuvent s'inscrire pour bénéficier de graines pour semer des bandes fleuries dans les jachères au printemps, et des cultures intercalaires en été. Les apiculteurs peuvent également s'inscrire pour entrer en contact avec les agriculteurs ayant implanté des ressources florales dans leur département, pour y installer leurs ruches.
- **Catégorie «Solutions innovantes et technologiques»** : le lauréat est **«Connected scales»**, une initiative de la FDSEA Île-

de-France (Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la région Île-de-France). Ce projet vise à permettre les meilleures conditions de vie aux abeilles en les protégeant des périodes de traitements phytosanitaires. Outre l'adaptation des pratiques agricoles à la protection des abeilles, ce projet met également en place des jachères fleuries pour les mettre à disposition des pollinisateurs.

De plus, la «Mention spéciale du jury» a été décernée au **«Smartomizer H30, qui protège les abeilles en réduisant l'utilisation de pesticides»**, par **Pulverizadores Fede**. Le Smartomizer H30 est un système de lutte intégrée contre les ravageurs qui réduit les effets négatifs sur les pollinisateurs et protège également la biodiversité en réduisant l'impact environnemental de la tâche de protection des cultures de grande valeur en effectuant des traitements précis et éco-responsables.

Robert KONRAD, Conseiller pour le Capital Nature, Direction Générale de l'Environnement est intervenu lors de l'événement : « Je suis très heureux de voir qu'ELO a une conscience aiguë des défis et qu'elle contribue activement aux solutions. Ensemble, nous espérons que nous serons en mesure de mettre en place une action européenne forte

en faveur des pollinisateurs, de la sécurité alimentaire et de ce genre de choses. »

Daniel CALLEJA CRESPO, Directeur général, Direction Générale des Services juridiques de la Commission Européenne, a déclaré : « Les gestionnaires fonciers qui se font les champions d'un environnement agricole favorable aux pollinisateurs peuvent agir en tant qu'ambassadeurs des pollinisateurs pour inspirer le changement et encourager leurs pairs à suivre la même voie. C'est pourquoi je tiens à les remercier pour tout le travail qu'ils accomplissent et à appeler les gestionnaires fonciers à continuer de contribuer à ce processus. Juste avant de remettre le prix, j'ai un dernier message pour vous. Les abeilles ont la réputation d'être industrielles, travailleuses et de travailler en équipe. Je pense que nous devrions apprendre davantage d'elles, et nous comporter davantage comme elles, car les protéger est le meilleur moyen d'assurer notre propre avenir sur cette planète ».

Thierry de L'ESCAILLE, Secrétaire général d'ELO, a souligné : « Sans nos abeilles et autres pollinisateurs, nous n'aurions pas nos magnifiques campagnes et paysages. C'est pourquoi ces projets sont si importants. Assurer une riche biodiversité est un élément crucial de la gestion durable des terres. Promouvoir et récompenser le soutien de nos pollinisateurs est le moins que nous puissions faire ».

12



Daniel CALLEJA CRESPO s'adresse aux participants.
Dans le panel, de gauche à droite : Gilles DRYANCOUR,
Thierry de L'ESCAILLE, Robert KONRAD, Franc BOGOVIĆ.



Le projet 'Pulverizadores Fede' reçoit la mention spéciale pour "Smartomizer H30".



Le projet "Coup d'Pousse" du Réseau Biodiversité pour les Abeilles reçoit le prix dans la catégorie des Pratiques de gestion foncière.



Le projet "Connected scales", par FDSEA Ile-de-France reçoit le prix dans la catégorie Solutions innovantes et technologiques.

Gilles DRYANCOUR, Président honoraire du CEMA, et membre du jury, a ajouté : « Cette année 2021 a été remarquable, car tous les projets étaient d'une qualité exceptionnelle. Cela montre à quel point le choix du jury a été difficile. Cependant, après de longues discussions, il a été décidé de récompenser le projet "Connected scales" qui présente de nom-

breuses analogies avec l'agriculture de précision, à savoir : la collecte de données (en pesant les ruches), l'interconnexion de ces données pour la prise de décision (la programmation des pulvérisations). Le tout conduisant à une optimisation durable ; un projet qui devrait donc répondre aux attentes des agriculteurs et apiculteurs européens. »

Pour en savoir plus sur ce prix, veuillez consulter les sites :

- www.europeanlandowners.org
- www.cema-agri.org
- [#EUBeeAward](https://twitter.com/EUBeeAward)



Kasteelhoeve Wange récompensé par le prestigieux prix « Baillet Latour pour l'environnement 2021 »



Le prix « Baillet Latour pour l'Environnement 2021 » a été remis au Kasteelhoeve de Wange le 20 octobre dernier. Ce prix est décerné tous les deux ans en Flandres à un domaine qui excelle dans la gestion durable et écologique de la nature. Le domaine a été récompensé pour la mise en œuvre d'un projet unique et exemplaire dans une ferme du 18^{ème} siècle entourée de 14 hectares de terres à réhabiliter.

« Recevoir le prix Baillet Latour pour l'Environnement 2021 est pour nous le couronnement des projets mis en place ces dernières années ensemble avec nos partenaires » a déclaré Philip VAN KELST.

Kasteelhoeve Wange s'emploie à créer des liens. Entre « l'agriculture et la nature », mais aussi « l'homme et la nature », « le cheval et la nature » et « l'homme et le cheval ». Dans les prés et le verger, à côté des chevaux, l'on trouve aussi le bétail de la ferme De Vaerendriech. Ce qui permet de mettre au menu une viande d'excellente qualité avec les légumes frais du jardin et un jus des fruits cueillis au verger. Pratiquement tous les produits consommés au Kasteelhoeve sont fournis par des partenaires locaux. Le mot d'ordre lors de la restauration de la ferme et la mise en place du concept a été « durabilité ». Ce qui

a mené à plusieurs récompenses nationales et internationales pour une gestion durable et un entrepreneuriat responsable.

Ces trois dernières années l'évolution s'est accélérée sous l'impulsion de Valentijn DOCQUIER de Viva Concept, paysagiste spécialisé dans le développement d'un paysage intégrant bien-être animal, esthétique et environnement. Très vite il est apparu que son travail ne se limiterait pas seulement aux prairies pour chevaux mais pouvait se développer de façon holistique sur tout le domaine.

Depuis des dizaines d'années les gestionnaires de l'eau optaient pour un débit rapide. C'est la raison pour laquelle beaucoup de cours d'eau étaient élargis soit rendus rectilignes. Ce qui menait à des inondations en cas de fortes pluies ou au contraire à un assèchement. La décision a été prise d'intégrer la reconstruction des méandres dans le projet plus global du Kasteelhoeve et de le coordonner avec les autres projets déjà en cours.

Pour plus d'informations : www.fondsbailletlatour.com

Le premier rassemblement YFCS depuis 2019 - enfin réunis à nouveau !

Des oliviers à l'architecture mozarabe, les YFCS ont exploré cette année le cœur de l'Andalousie. Nous avons battu le record de participation avec cinquante membres venus de huit pays différents, tous réunis à Cordoue. Les membres ont également pu s'inspirer de plusieurs entreprises locales.



Ebba LEWENHAUPT, Lorenzo TARSIS, Alberto HERMOSEL

Le soleil andalou nous manque ! Il nous manque parce que les YFCS ont décidé de se réunir le deuxième week-end d'octobre à Cordoue, dans le sud de l'Espagne, dans ce qui était un événement sans précédent pour l'association. 50 membres se sont joints à l'AG des 'Friends of the Countryside'. Après un moment de retrouvailles entre jeunes, ils ont pu assister aux différents événements conjoints dont l'assemblée des FCS.

A cette occasion, notre Présidente, Marie-Christine SCHÖNBORN, a présenté à l'auditoire la situation actuelle des YFCS et les projets pour l'avenir. Sept pays différents sont représentés au Conseil d'administration à ce jour, et l'organisation compte 265 membres. Les YFCS ont plusieurs objectifs : préparer les jeunes propriétaires terriens d'un côté, discuter des opportunités d'emploi de l'autre, être une plateforme d'interaction pour ceux qui se sentent proches de la campagne, des préoccupations de durabilité, de l'alimentation et de l'agriculture.

Notre Présidente, et l'entière Assemblée Générale, ont remercié Karl GROTFELT pour son soutien et son parrainage du Prix FAMIGRO, attribué cette année à Alfonso CHICO DE GUZMÁN pour son projet intitulé «La Junquera Regenerative Farm and En-



La cérémonie de remise du prix FAMIGRO 2021

trepreneurship HUB». Alfonso gère en effet seul l'exploitation familiale depuis 4 ans et a mis en place des pratiques agricoles régénératrices. *La Junquera* est également une plaque tournante pour les jeunes entrepreneurs agricoles, les apiculteurs et maintenant aussi un producteur de vin naturel.

La cérémonie de remise des prix s'est déroulée pendant le dîner de gala du vendredi soir, qui a été une autre occasion de se réunir dans un lieu magnifique : les Jardines del Alcázar de los Reyes Cristianos. Nous avons eu droit à un spectacle pittoresque et unique à apprécier pendant et après le coucher du soleil. Les vibrations de la musique et du flamenco en direct à la fin de la soirée ont envahi nos âmes et bientôt, les Jardines se sont transformés en une fête dont nous nous souviendrons longtemps !

Mais les YFCS ne s'arrêtent jamais, et à 9 heures le samedi, il était temps de se rendre au Castillo Almodóvar del Río, à environ une demi-heure de Cordoue pour notre propre Assemblée. Eva MOREJÓN a présenté aux YFCS l'histoire de ce lieu puissant, mélange d'héritage architectural chrétien et musulman. A l'intérieur du château, Jose María HERRERO FERNANDÉZ DE MESA nous a fait découvrir le monde des Podenco andalou. Une occasion pour nous tous de nous familiariser avec les pratiques de chasse espagnoles, avec la tradition d'élevage des chiens andalous et avec la gestion du foncier.

Juste après, nous avons été présentés à Juan Antonio PARRILLA GONZÁLEZ, Directeur du marketing de Picualia, situé à Bailén (Jaén), une huile d'olive vierge extra de qualité supérieure. Il a présenté l'entreprise et a parlé de l'avenir possible, non seulement de Picualia, mais aussi de l'industrie, des tendances du marché, de la façon dont ils essaient de se différencier et des grands avantages de l'huile EVO espagnole de haute qualité.

Il était ensuite temps de se rendre au domaine El Parallejo, accueilli par Claudia NAVARRO LÓPEZ, qui (avec sa famille) a si généreusement ouvert sa maison pour nous tous. De l'apéritif sous des arbres magnifiques au déjeuner typiquement andalou avec migas, chorizo et huevo, l'Andalousie n'a jamais été aussi réelle. Le moment que tout le monde attendait probablement le plus est arrivé, la *capea* traditionnelle où l'on entraîne et teste les compétences non seulement du Torero mais aussi des jeunes taureaux. Les intrépides Young Friends ont été invités dans l'arène, et quelle performance ! L'adrénaline était au plus haut.

Le conseil d'administration des YFCS se réjouit déjà et invite tous ses membres à se joindre à la prochaine assemblée générale à Evora, au Portugal, en juin 2022.

Nous espérons vous y voir !

14

Discover the new simplified website!
Many new estates added!

Follow us for daily posts on
Instagram and Facebook
for the latest developments.

Welcoming Estates Website

www.welcomingestateswebsite.com



Renforcer l'inclusion sociale par l'agriculture sociale - conférence finale virtuelle de FARCURA

Julian CORTES, ELO

Le 30 septembre 2021, le consortium FARCURA a tenu sa conférence virtuelle finale. Le projet FARCURA a travaillé pendant presque 3 ans pour améliorer l'inclusion sociale par le biais de l'agriculture sociale. La conférence finale visait à présenter la plateforme de formation en ligne gratuite ainsi que plusieurs études de cas couvrant les meilleures pratiques dans le domaine de l'agriculture sociale. La conférence finale a également rassemblé des intervenants clés de différentes sphères de l'agriculture sociale pour présenter leur expérience, leurs recherches et discuter de l'avenir des activités d'agriculture sociale dans l'UE.

Le premier à donner sa présentation était Dermot CARROLL (LIT), qui a introduit le projet et a fait une visite de la plateforme de formation en ligne. La plateforme de formation (farcura.eu) propose des modules de formation sur les différents modèles d'agriculture sociale, les facteurs de réussite de l'agriculture sociale, ainsi que la planification et la gestion d'une entreprise d'agriculture sociale prospère.

L'intervenant suivant était Joe McCROHAN qui, avec Eamon HORGAN, a présenté Kerry Social Farming en Irlande. Kerry Social Farm est le seul modèle volontaire d'agriculture sociale en Irlande, ce qui signifie que les agriculteurs ne sont pas payés pour le temps qu'ils passent avec les participants. Il s'agit plutôt d'un service partagé, dirigé localement et basé sur la communauté, qui offre des opportunités d'inclusion sociale aux personnes souffrant de handicaps intellectuels. Joe et Eamon ont apporté des témoignages inspirants sur les expériences des agriculteurs et des participants à la seule initiative d'agriculture sociale volontaire d'Irlande. Goran MILOSEVIC a présenté Korenika Eco-Farm en Slovénie et les avantages des activités multifonctionnelles pour créer une ferme sociale résiliente. Korenika Eco-Farm introduit de nouvelles formes d'emploi tout en produisant des aliments de qualité et en préservant le patrimoine culturel de la région.

Deirdre O'CONNOR (UCD) a partagé les idées du projet Green4Care qui peuvent être appliquées à d'autres projets d'agriculture sociale. Deirdre a souligné l'importance de promouvoir des solutions innovantes basées sur la nature pour répondre aux problèmes de santé, bien-être et d'inclusion sociale. Elle a insisté sur la nécessité d'un soutien politique aux projets d'agriculture sociale par le biais de plus de financement.

Francesco Paolo DI IACOVO (UNIPI) a parlé de l'agriculture sociale comme d'une solution intelligente qui a un potentiel incroyable pour fournir des services clés dans un monde en mutation. D'après ses recherches, il montre que l'agriculture sociale est une nouvelle solution qui peut fortement aider à faire face aux crises économiques et aux problèmes mondiaux grâce à l'implication des citoyens en collaboration avec les institutions et les services publics pour améliorer la qualité de vie globale.

Enfin, Elena SCHUBERT (Commission Européenne) a discuté des stratégies et politiques européennes relatives à l'agriculture sociale en Europe. Elle a souligné que l'agriculture sociale était un excellent moyen de répondre aux besoins sociaux et de fournir les services sociaux nécessaires à diverses communautés dans les zones rurales. Elle a fait référence à la PAC comme une politique qui renforce la durabilité sociale dans les communautés rurales et contribue à soutenir la résilience sociale dans les zones rurales.

La conférence s'est finie par une table ronde très instructive sur l'impact incroyable de l'agriculture sociale sur les individus, les communautés et les sociétés à différents niveaux et échelles.

Pour plus d'informations : <https://farcura.eu/>



Réunion de lancement du projet SAFEGUARD - pour combler les principales lacunes dans les connaissances sur l'état de conservation des espèces.

Daniel MONTELEONE, ELO

Le projet H2020 SAFEGUARD a tenu sa réunion de lancement (KOM) du 7 au 9 septembre. Initialement prévue à Würzburg, en Allemagne, la KOM s'est tenue virtuellement sur Zoom, en raison de COVID19. L'objectif du projet est de combler les principales lacunes en matière de connaissances sur l'état de conservation des espèces, qui pour la plupart manquent de données importantes, ainsi que de caractériser les tendances récentes de ces pollinisateurs à la lumière du changement global et doit se terminer en 2025.


Le premier jour a commencé par la présentation du projet par le Dr. STEFFAN-DEWENTER, suivi par le responsable de projet de la CE (Christopher COUNDON) et les perspectives des DG ENV, AGRI et RTD. Tout au long de la première journée, chacun des partenaires, y compris ELO, a été présenté avec des informations détaillées sur les organisations et des «faits amusants» sur les partenaires qui travailleront sur le projet. Cette présentation a été suivie d'un examen approfondi des Work Packages, de 1 à 8.

Au cours des deux jours suivants, les 44 tâches différentes qui font partie des 8 lots de travail ont été discutées et chaque partenaire a été informé de ses devoirs et contributions qui seront accomplis pendant le cycle de vie du projet par 25 institutions dans 15 pays.

Bien que les partenaires n'aient pas eu la chance de se rencontrer en personne, les coordinateurs de la réunion ont mis en place une brillante plateforme de rencontre virtuelle, où les partenaires pouvaient se promener, parler et apprendre à se connaître dans un environnement isométrique 2D / 3D.

Si vous souhaitez en savoir plus sur le projet, veuillez nous suivre sur les médias sociaux ou nous contacter directement.

 @Safeguard2021

 SafeguardProject

Votre avis est nécessaire pour libérer le potentiel des engrais à base de déchets. Nous avons préparé pour vous un sondage disponible en 13 langues ! Nous avons besoin de votre aide !



ELO, en collaboration avec l'Université de Gand en Belgique, et un groupe consultatif ont développé une enquête pour les producteurs agricoles et les propriétaires fonciers dans diverses régions de l'UE.

L'objectif de cette enquête est d'identifier à la fois les attitudes et la volonté de payer pour des engrais biosourcés. Ces informations nous permettront de concevoir des stratégies et des recommandations orientées vers la politique à l'intention de la Commission européenne, qui tient compte des opinions des producteurs agricoles.

Nous avons besoin de producteurs agricoles et de conseillers dans les secteurs suivants :

- Grandes cultures
- Horticulture
- Production de vin
- Production laitière
- Élevage en pâturage
- Granivores
- Production mixte et autres

L'enquête est accessible via ce code QR :



Si vous avez besoin d'informations supplémentaires, n'hésitez pas à nous contacter via : sergio.garmendia@elo.org ou <https://etn-reflow.eu/>

Let's increase our food supply
without
reducing theirs

the
good
growth
plan

Syngenta Brussels Office
Avenue Louise, 489,
B-1050 Brussels
Tel: +32.2.642 27 27
www.syngenta.com
www.goodgrowthplan.com

syngenta

ELO
European Landowners' Organization

CountrySide

is a publication of the ELO
in English and French

5 Euros

Publisher :
Thierry de l'Escaille
Chief editor :
Emmanuelle Mikosz

Text editor :
Sophy Smits van Oyen-Maltzoff

Design & proof readers
Jehanne de Dorlodot - Verhaegen
José M^a Gomez-Acebo Rosas

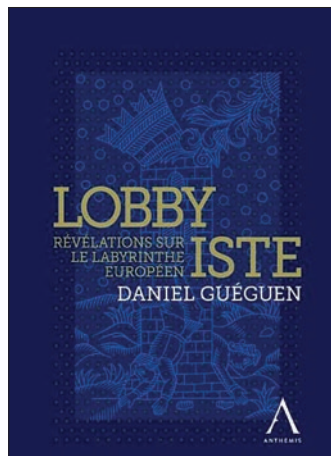
Back office:
Stephanie Van Meenen

Rue de Trèves, 67
B - 1040 Bruxelles
Tel. : 00 32 (0)2 234 30 00
Fax : 00 32 (0)2 234 30 09
countryside@elo.org
Internet Site : www.elo.org

Lobbyiste

Ou la redécouverte d'un métier via la critique positive

Daniel GUÉGUEN
ED. ANTHÉMIS, 2020
ISBN: 978-2-8072-0824-4



Ancien patron du lobby européen du sucre, puis secrétaire général du COPA-COGECA, Daniel GUÉGUEN a développé une impressionnante carrière où s'entremêlent le consultant, le professeur, l'auteur et le citoyen car selon lui, il ne saurait y avoir de lobbying efficace sans engagement et convictions.

Européen convaincu, GUÉGUEN n'en est pas moins critique.

Son analyse des accords de libre échange et de l'impact destructeur du GATT sur la Politique Agricole Commune démontre que les actuelles réformes de la PAC ne sont que mesures insignifiantes et inadaptées.

Très critiquée aussi la gouvernance de l'Union européenne. Ce ne sont plus les co-législateurs qui légifèrent, affirme GUÉGUEN, mais des cénacles obscurs, des trilogues, des actes délégués, des actes d'exécution, bref des systèmes opaques, bureaucratiques, à l'exact opposé d'une démocratie vivante.

Sous le titre générique « Les lobbyistes européens sont-ils devenus incompetents ? », Daniel GUÉGUEN se livre - avec force exemples et cas réels - à une critique féroce des associations professionnelles européennes victimes de la « dictature des consultations » initiée par la Commission. Toujours sur la défensive, piètre communicants, les lobbyistes industriels s'effacent devant des ONG magistralement organisées, faisant preuve de leadership, utilisant au mieux les méandres de la procédure, s'appuyant sur une Commission et un Parlement européen devenus verts.

Il faut repenser le lobbying européen. Promouvoir des alliances du producteur au consommateur, utiliser les réseaux locaux, se concentrer sur les priorités, apprendre à communiquer, faire de la pédagogie. Bref, concevoir le lobbying au cas par cas, comme la gestion d'un projet, avec un chef et une volonté de faire. Deux organisations sont citées en exemple : L'AmCham-Eu et ELO.

Vous pouvez commander le livre directement chez l'éditeur Anthémis (info@anthemis.be) pour 25 euros.